

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
TOTAL 43 mesures (dont 1 "non abordée")			22	6	7	1	3	1	2	
L- FISCALITÉ ET POUVOIR D'ACHAT										
> Objectif 1 - Accroître les réductions d'impôts										
1	Abaisser le bouclier fiscal à 50% en intégrant dans son calcul la CSG et la CRDS	Promesse								21/08/2007 - Loi n°2007-1223 en faveur du Travail, de l'Emploi et du Pouvoir d'Achat promulguée
2	Alléger les droits de mutation sur les successions et les donations mais, au titre des nouvelles attributions d'options, imposer le gain d'acquisition en cas de donation, comme dans le dispositif d'attribution d'actions gratuites	Annonce								21/08/07 - Loi n°2007-1223 en faveur de l'emploi, du travail et du pouvoir d'achat promulguée
3	Supprimer, à l'été 2007, les droits de donation et de succession pour 90 à 95% des familles françaises	Promesse								21/08/2007 - Loi n°2007-1223 en faveur du Travail, de l'Emploi et du Pouvoir d'Achat promulguée. Les barèmes et abattements des droits de succession seront indexés sur l'inflation
4	Plafonner les niches fiscales	Annonce								28/12/08 - Loi n°2008-1425 de Finances pour 2009 promulguée, les niches fiscales outre-mer, Malraux et loueurs en meublé professionnels sont plafonnées. 08/04/10 - F.Fillon propose le plafonnement ou la suppression de niches fiscales et sociales dans le cadre du prochain budget triennal
5	Expérimenter la TVA sociale et accompagner toute avancée dans ce sens d'un grand rendez-vous social, sous forme de conférence salariale, à la fin de chacune des deux années suivantes	Promesse								11/09/07 - Rapports de C. Lagarde et d'E. Besson sur la TVA sociale qui annonce le report de la mesure
6	Baisser de 4 points les prélèvements obligatoires sur 10 ans, c'est-à-dire rendre 68 milliards d'euros aux Français	Promesse								25/03/08 - François Fillon déclare à l'Express "Si la conjoncture le permet, si les mesures que nous prenons produisent les effets escomptés, nous réduirons les prélèvements". 19/03/09 - F. Fillon déclare qu'il n'y aura pas d'augmentation d'impôt mais ne parle plus de baisse possible
> Objectif 2 - Renforcer les aides ponctuelles aux citoyens les plus modestes										
7	Augmenter la prime à la cuve, en la doublant en 2007 et en la portant de 150 à 200 euros en 2008	Annonce								17/01/08 et 14/01/09 - Décret n° 2008- 49 et décret n° 2009-40 du 12 janvier 2009 instituant une aide exceptionnelle en faveur de ménages non imposables à l'impôt sur le revenu qui utilisent le fioul domestique comme mode de chauffage dans leur habitation principale
8	Mettre en place le tarif social du gaz et relever le plafond de ressources du tarif social de l'électricité	Annonce								14/08/08 - Décret n° 2008-778 relatif à la fourniture de gaz naturel au tarif spécial de solidarité
9	Verser une prime de solidarité active exceptionnelle de 200 euros par ménage aux futurs bénéficiaires du RSA	Annonce								20/12/08 - Décret n°2008-1351 instituant une prime de solidarité active
10	Accorder une prime exceptionnelle de 220 euros aux titulaires de minima sociaux, versée en novembre 2008	Annonce								29/11/08 - Décret n°2008-1238 relatif aux aides exceptionnelles de fin d'année attribuées à certains bénéficiaires du revenu minimum d'insertion et du revenu de solidarité active expérimental. 24/02/10 - F.Fillon annonce que le revenu de solidarité active est étendue en Septembre aux jeunes actifs de moins de 25 ans
11	Supprimer les deux derniers tiers prévisionnels d'impôt sur le revenu de l'année due en 2009 et réduire l'impôt sur le revenu des ménages qui font partis de la deuxième tranche d'imposition grâce à un dispositif de crédit d'impôt	Annonce								22/04/09 - Loi n° 2009-431 de finances rectificative pour 2009 (1) promulguée
12	Créer une garantie publique pour ceux qui ne peuvent pas emprunter parce qu'ils n'ont pas de relations, dont la famille n'a pas les moyens ou pour les malades	Promesse								28/10/09 - C. Lagarde et R. Bachelot présentent des mesures pour faciliter l'accès au crédit des personnes qui sont fragilisées parce qu'elles connaissent ou ont connu des difficultés de santé, sans toutefois s'orienter vers une garantie publique
13	Demander aux banques d'assouplir les échéanciers des emprunts pour les personnes au chômage partiel	Annonce								18/02/09 - N. Sarkozy présente les mesures issues du sommet social.15/04/10 – Aucune mesure contraignante n'a été prise

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
> Objectif 3 - Améliorer le pouvoir d'achat grâce aux revenus du travail										
14	Défiscaliser le travail des étudiants	Promesse								21/08/07 - Loi n°2007-1223 en faveur du Travail, de l'Emploi et du Pouvoir d'Achat promulguée
15	Revaloriser le SMIC mais pas au détriment des autres salaires	Promesse								01/07/07 - SMIC augmenté de 2,1%. 01/05/08 - SMIC augmenté de 2,3%. 01/07/08 - SMIC augmenté de 0,9% par rapport à mai 2008 soit 3,2%. 04/12/08 - Loi n°2008-1258 en faveur des revenus du travail promulguée qui modifie la procédure de fixation du SMIC
16	Imposer le remboursement par l'employeur de 50% du prix des abonnements de transports publics sur tout le territoire et donner la possibilité d'une aide facultative au transport personnel à hauteur de 200 euros par an	Annonce								18/12/09 - Loi n° 2008-1330 de financement de la sécurité sociale pour 2009
17	Instaurer un crédit d'impôt de 20% au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement en faveur de leurs salariés et favoriser la distribution d'une prime d'intéressement dès 2009, en proposant des incitations financières aux entreprises qui concluent un accord en cours à la date de publication de la loi ou avant le 30 septembre 2009	Annonce								04/12/08 - Loi n°2008-1258 en faveur des revenus du travail promulguée
18	Assouplir les modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation, incluant la possibilité de déblocage immédiat, offrir aux salariés la possibilité de débloquer de manière anticipée, entre le 1er janvier et le 30 juin 2008, les sommes qui leur ont été attribuées au titre de la participation et permettre aux petites entreprises qui ne sont pas assujetties à l'obligation de versement de la participation de verser une prime exceptionnelle à leurs salariés	Annonce								09/02/08 - Loi n° 2008-111 pour le pouvoir d'achat promulguée. 04/12/08 - Loi n°2008-1258 en faveur des revenus du travail promulguée
19	Permettre aux salariés de convertir en rémunération les droits correspondant à des journées de réduction du temps de travail (JRTT); les salariés qui disposent d'un compte épargne-temps pourront également demander à leur employeur la conversion des droits stockés en argent	Annonce								09/02/08 - Loi n° 2008-111 pour le pouvoir d'achat promulguée
20	Permettre de travailler plus en assouplissant la réglementation sur les 35 heures, notamment en supprimant l'autorisation administrative pour dépasser le contingent d'heure	Annonce								21/08/08 - Loi n°2008-789 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail promulguée
21	Payer toutes les heures supplémentaires au moins 25% de plus que les heures normales et les exonérer de toute charge sociale et de tout impôt. Cette mesure, qui devra être prise à l'été 2007, s'appliquera dans le secteur privé comme le secteur public	Promesse								21/08/07 - Loi n°2007-1223 en faveur du Travail, de l'Emploi et du Pouvoir d'Achat promulguée. Les heures supplémentaires sont exonérées d'impôt sur le revenu mais les charges sont réduites et pas totalement exonérées
22	Appliquer au rachat des journées de RTT, à partir de l'été 2007, le mécanisme d'exonération des heures supplémentaires, des charges sociales et des impôts	Promesse								08/02/08 - Loi n°2008-111 pour le pouvoir d'achat promulguée. Le rachat exceptionnel des RTT est soumis à l'impôt sur le revenu pour les jours achetés avant le 31/12/07 mais exonérés pour les suivants. Les charges sont allégées et non exonérées
23	Rétablir la liberté contractuelle et renégocier librement branche par branche ou dans chaque entreprise, en fonction de la situation économique, les clauses d'indexation des salaires à l'indice des prix : abroger l'ordonnance de 1959 qui pose le principe général de l'indexation des prix	Promesse								
> Objectif 4 - Mettre le développement de la concurrence aux services des consommateurs										
24	Créer une Autorité de la concurrence unique	Annonce								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
25	Plafonner à 10 jours les durées de préavis et les délais de restitution des avances et des dépôts de garantie dans le secteur des communications électroniques et imposer la gratuité du temps d'attente dans le secteur des communications électroniques pour tous les appels passés par les consommateurs	Annonce								04/01/08 - Loi n°2008-3 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs promulguée
26	Favoriser la mise en place d'opérations promotionnelles et de soldes	Annonce								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
27	Généraliser la distribution du livret A et baisser de moitié la commission des banques qui collectent et centralisent le livret A pour financer le logement social	Annonce								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
28	Favoriser l'installation de plus de supermarchés pour avoir plus de concurrence et faire baisser les prix	Annonce							05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
29	Permettre au consommateur de choisir librement son assureur emprunteur à condition que l'assurance de son choix présente des garanties équivalentes à celles proposées par la banque	Annonce							22/04/09 - Projet de loi relatif au crédit à la consommation présenté en Conseil des ministres. 17/06/09 - Projet de loi adopté par le Sénat. 12/04/10 - L'Assemblée nationale adopte les principaux articles du projet de loi portant réforme au crédit à la consommation
30	Donner aux emprunteurs une meilleure information et un meilleur conseil en matière de crédit immobilier	Annonce							22/04/09 - Projet de loi relatif au crédit à la consommation présenté en Conseil des ministres. 17/06/09 - Projet de loi adopté par le Sénat. 12/04/10 - L'Assemblée nationale adopte les principaux articles du projet de loi portant réforme au crédit à la consommation
31	Assurer la transparence des prix sur l'assurance facultative en matière de crédit à la consommation	Annonce							22/04/09 - Projet de loi relatif au crédit à la consommation présenté en Conseil des ministres. 17/06/09 - Projet de loi adopté par le Sénat. 12/04/10 - L'Assemblée nationale adopte les principaux articles du projet de loi portant réforme au crédit à la consommation
32	Ouvrir les jeux en ligne à la concurrence de manière à maîtriser en améliorant la lutte contre le jeu des mineurs, la dépendance aux jeux et en luttant contre le blanchiment d'argent	Annonce							17/06/09 - Projet de loi relatif au crédit à la consommation adopté par le Sénat. 12/04/10 - L'Assemblée nationale adopte les principaux articles du projet de loi portant réforme au crédit à la consommation
33	Mener des actions de concertations avec industriels pour limiter l'augmentation des prix	Annonce							10/11/07 - Table ronde avec les distributeurs de carburants. 24/10/08 - L. Chatel invite l'Arcep à convaincre ses homologues européens de baisser les tarifs de terminaison d'appels mobile en faveur des consommateurs. 24/02/09 - Réunion des fédérations d'industriels des produits de grande consommation. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
34	Lutter contre la hausse des prix dans l'industrie agroalimentaire en mettant en œuvre un nouveau mode de calcul du seuil de revente à perte dans la grande distribution, en permettant la négociabilité des tarifs entre distributeurs et fournisseurs, en définissant l'ensemble de la relation commerciale entre fournisseurs et distributeurs dans un contrat unique et en assurant une meilleure transparence des prix et des marges	Annonce							04/01/08 - Loi n°2008-3 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs promulguée. 02/08 - Publication mensuelle et publique de l'Observatoire des prix et des marges. 06/03/09 - Réunion de l'Observatoire des prix et des marges. Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour.
> Objectif 5 – Renforcer la protection des consommateurs en faveur du pouvoir d'achat									
35	Favoriser la mobilité bancaire et élargir la possibilité pour les consommateurs de recourir à la médiation pour résoudre des litiges à l'amiable, y compris en matière d'épargne et de crédit, et améliorer les relations banques clients, notamment en plafonnant les frais bancaires en cas d'incident de paiement, en créant un récapitulatif des frais bancaires qui sera adressé chaque année par les banques à leurs clients et en étendant la médiation bancaire à l'ensemble des services bancaires et en instituant un "Droit au compte bancaire en 24h"	Annonce							04/01/08 - Loi n°2008-3 pour le développement de la concurrence promulguée. 26/05/08 - Accord du Comité consultatif du secteur financier sur des principes en faveur du développement de la mobilité bancaire. 05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée. 16/11/08 - Décret n° 2007- 1611 relatif au plafonnement des frais bancaires applicables aux incidents de paiement.
36	Donner la possibilité au consommateur de retourner au tarif réglementé d'électricité même s'il avait fait un autre choix auparavant	Annonce							22/01/08 - Loi n° 2008-66 du 21 janvier 2008 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel
37	Renforcer la protection des consommateurs en définissant les clauses abusives des contrats entre consommateurs et professionnels	Annonce							05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
38	Baisser le taux de TVA en matière de restauration dans le cadre d'un accord global à définir	Promesse							10/03/09 - Accord européen sur une baisse de la TVA dans la restauration. 18/03/09 - Lancement des Etats généraux de la restauration. 01/07/09 - Passage de la TVA de 19,6 % à 5,5 %.
39	Modifier le mode de calcul de l'indice des prix pour qu'il corresponde vraiment aux dépenses	Promesse							06/02/08 - Remise du rapport Quinet sur le mode de calcul du pouvoir d'achat, de nouveaux indicateurs viennent compléter l'indice des prix mais ils n'en modifient pas le mode de calcul
40	Réformer le fichier des personnes surendettées en réduisant la durée d'inscription au FICP à 5 ans, en incluant le droit d'accès à distance au fichier et en le mettant régulièrement à jour	Annonce							29/09/08 - C. Lagarde présente un plan de réforme du fichier des personnes surendettées. 16/03/09 - C. Lagarde engage des concertations avec les associations de consommateurs sur l'avant-projet de loi. 17/06/09 - Projet de loi relatif au crédit à la consommation adopté par le Sénat, en attente du vote à l'Assemblée nationale
41	Mieux protéger le consommateur en luttant contre la publicité agressive des organismes de crédit à la consommation, en imposant des gardes fous pour les crédits notamment dans les magasins et en réglementant les rachat de crédit	Annonce							29/09/08 - C. Lagarde présente un plan de réforme du fichier des personnes surendettées. 16/03/09 - C. Lagarde engage des concertations avec les associations de consommateurs sur l'avant-projet de loi. 17/06/09 - Projet de loi relatif au crédit à la consommation adopté par le Sénat.

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
42	Créer un tarif social de téléphonie mobile	Annonce								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée. Elle crée la possibilité de créer un tarif social de téléphonie mobile, l'Etat devra le mettre en œuvre à travers la signature de convention avec les opérateurs. 18/01/10 - Le gouvernement annonce la création d'un tarif social de l'ADSL pour pouvoir profiter de la téléphonie fixe illimitée
43	Créer le crédit revolving : donner la possibilité d'emprunter de nouveau à mesure que l'on rembourse ses emprunts	Promesse								11/12/08 - C. Lagarde lance la réforme du crédit à la consommation. 16/03/09 - C. Lagarde engage des concertations avec les associations de consommateurs sur l'avant-projet de loi. Elle encadre de manière plus stricte le crédit renouvelable
		TOTAL	22	6	7	1	3	1	2	

Notation

Mise en œuvre des réformes (coef 2) - au 15 avril 2010, 66,67% des mesures sont mises en œuvre	13,33 /20
Efficacité de l'action (coef 2) - au 15 avril 2010, 52,38% des mesures sont pleinement réalisées	10,48 /20
Cohérence de l'action (coef 1) - au 15 avril 2010, 71,43% des mesures lancées sont conformes aux annonces	14,29 /20
Note globale	12,5 /20